

* Nuits debout et citoyennisme : attraction fatale !

Les «Nuits debout» voient la résurgence d'une idéologie qui avait repris du poil de la bête avec le mouvement altermondialiste et ATTAC en France, il y a une vingtaine d'années. Les Indignados espagnols et les différents mouvements Occupy ont pris la suite, plus récemment, en mettant l'accent sur les procédures dites «démocratiques» dans les discussions menées sur les places publiques et les innombrables commissions. Mais fondamentalement, surtout en France, on a affaire à la même idéologie : le citoyennisme.

En France, c'est la Révolution française qui a imposé (temporairement) l'usage des mots «citoyen» ou «citoyenne». Fini les «Monsieur» ou les «Madame», les «Votre Excellence» ou «Votre Majesté». Même le roi Louis XVI n'eut plus droit qu'à un simple «citoyen Louis Capet». Ce mot garde donc encore une toute petite saveur égalitaire, même si aujourd'hui aucun ouvrier ni aucun électeur n'oserait appeler son patron ou sa députée «citoyen» ou «citoyenne».

Aujourd'hui, la plupart des gens regrettent l'époque où les voisins s'adressaient la parole, s'entraidaient, où les jeunes laissaient leur place aux vieilles dames, aux femmes enceintes ou aux vieux messieurs dans les transports en commun. Les journaux sont remplis d'histoires horribles de vieux crevant dans leur HLM sans que personne ne s'inquiète de leur sort, de femmes qui sont harcelées voire violées dans le métro pendant que les passagers regardent ailleurs, etc. La société moderne se présente, dans les séries télévisées ou les émissions grand public, comme une société fondée sur l'égoïsme, l'individualisme, etc.

Face à une telle situation, les citoyennistes ont trouvé une solution miracle : les services publics devraient remplacer les liens de solidarité et les relations humaines qui font cruellement défaut. Nous aurions besoin de davantage de travailleurs sociaux, de gentils organisateurs, d'animateurs, de médiateurs, de concierges, de flics, de gardiens de prison, de vigiles, de gardiens de parking, etc.

Pour les citoyennistes, la relation entre chaque individu et l'Etat pourrait donc remplacer les traditionnels liens de solidarité du mouvement ouvrier – liens qui ont effectivement disparu.

Cette idéologie prétend que la démocratie bourgeoise actuelle serait profondément contradictoire avec le capitalisme (ce qui est d'ailleurs une vieille idée marxiste, qui conduit généralement à des conclusions très différentes) ; qu'il faut renforcer l'Etat pour faire revivre la démocratie parlementaire moribonde et que les citoyens doivent être mobilisés pour mettre en pratique ce projet politique. Les citoyennistes veulent prendre au mot la démocratie bourgeoise puisque celle-ci, dans ses expressions les plus radicales, prétend réparer les injustices économiques, diminuer progressivement les inégalités sociales par différents mécanismes étatiques ou sociaux. Pour les citoyennistes, l'Etat est l'instrument nécessaire pour tenir en laisse, modérer le capitalisme. Il doit devenir le plus indépendant possible des capitalistes ou de la logique du profit. Ils pensent qu'il pourrait exister un système non marchand (les coopératives, l'économie sociale et solidaire) qui serait non capitaliste tout comme les services publics (?!) et qui pourrait progressivement et pacifiquement venir à bout des mécanismes capitalistes.

En réalité, les citoyennistes veulent seulement humaniser le capitalisme, le transformer en un système plus juste. Ils remplacent la lutte de classe par les élections et les pressions démocratiques sur les élus. Ils sont prêts à inventer des procédures comme le tirage au sort de citoyens ne s'engageant sur aucun programme pour tenir leur gageure. Pour les citoyennistes, les citoyens n'ont pas le droit de remplacer l'Etat bourgeois ou de le détruire. Ils peuvent certes se livrer, de temps à temps, à ce que certains appellent gentiment la «désobéissance citoyenne», terme apparemment plus respectable que la désobéissance civile. Avec cette idéologie tout doit devenir citoyen : les débats politiques, la communication, les écoles, les entreprises, etc.

Les citoyennistes ne veulent pas se débarrasser du système capitaliste, du travail salarié, du capital et de l'argent. Ils veulent seulement améliorer et étendre l'emprise des services publics. Ils considèrent l'Etat bourgeois actuel comme un parasite qui gâche les bonnes relations qui devraient régner entre les citoyens-consommateurs et le capital. Ils se battent pour une démocratie citoyenne, une démocratie participative, pas pour le socialisme.

Parfois, les citoyennistes sont même prêts à s'affronter violemment avec l'Etat, mais leur objectif est d'amener les caméras et les journalistes sur le lieu de la confrontation, pour entamer rapidement des discussions sérieuses entre dirigeants responsables. L'Etat bourgeois adore lui aussi organiser des conférences citoyennes, des consultations citoyennes et donner aux citoyens le droit à la parole. Les citoyennistes se considèrent comme les intermédiaires professionnels entre la société civile et l'Etat. Le citoyennisme a été jusqu'ici incapable de former un véritable parti dans la plupart des pays, même si des mouvements comme Podemos en Espagne, Cinque Stelle en Italie, reposent sur les mêmes illusions, avec une orientation plus à gauche dans le premier cas, plus à droite dans le second.

Les groupes citoyennistes sont généralement amenés soit à se dissoudre faute de troupes soit à fonctionner comme des lobbies, ils n'ont pas besoin d'avoir une base sociale solide, ils aiment apparaître comme des experts sur toutes sortes de questions.

Ce mouvement citoyenniste est fondamentalement un mouvement moral : contre la guerre, pour la paix, contre la malbouffe des fastfoods (généralement américains) et pour les bons produits bio (de préférence français), contre la pauvreté et pour la prospérité. Qui peut être hostile à un tel programme ?

Les citoyennistes opposent l' «économie solidaire» à l' «économie libérale» ; concrètement ils défendent les petites coopératives de production contre les grandes multinationales. Ils veulent un «partage équitable des richesses», un «impôt sur les capitaux», «prendre l'argent dans les poches des capitalistes». Mais ils semblent ignorer que le capital et l'argent ne sont pas des forces ou des instruments que l'on pourrait utiliser pour d'autres objectifs.

Il n'est pas surprenant qu'une idéologie aussi confuse entretienne des liens étroits avec le multiculturalisme, cette autre idéologie qui refuse de prendre en compte l'existence des classes sociales et de la lutte des classes, ou désormais avec les théories dites postcoloniales qui mettent les prolétaires dits «blancs» dans le même sac que leurs exploités.

La plupart des citoyennistes sont certainement sincères, mais leurs conceptions réformistes ne mèneront nulle part.

Y.C., 14/04/2016

P.S. Ce texte est pour l'essentiel la reprise d'un texte écrit et publié en 2004. Le citoyennisme des «Nuits debout» n'est pas du tout prêt à affronter les manœuvres des sociaux-chauvins comme Lordon, Ruffin, Mélenchon et autres réactionnaires. Cf. « Idéologues et militants du social-chauvinisme », publié dans le numéro 54/55 de *Ni patrie ni frontières*.

Nuits debout ou pensée couchée ? Un bouffon (Alain Finkielkraut) se fait jeter de la place de la République mais un autre (Yanis Varoufakis) est chaleureusement accueilli avant d'aller rencontrer son ami Macron

Ceux qui croient en une «radicalité» quelconque de la «pensée» de Monsieur l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis doivent absolument écouter cette émission

<http://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/l-europe-de-yanis-varoufakis>.

L'avantage de ce mec est qu'il parle cash. C'est un peu comme Hubert Védrine pour la diplomatie. C'est le genre d'individus très sûrs de lui, qui sont totalement au service du Capital et de l'Etat. Quand ils ne sont plus au pouvoir, ils peuvent se permettre de parler un peu moins la langue de bois que leurs copains toujours aux manettes. Pour mettre du beurre dans les épinards, ils donnent des conférences bien rémunérées et publient des livres (avec de confortables avances sur les ventes) pour se donner un air critique. Ils amusent les médias complaisants (l'animatrice Caroline Broué et le «professeur de science politique» Frédéric Sawicki n'ont pas arrêté de lui passer la brosse à reluire) et certains gogos s'y laissent prendre tandis que d'autres chefs de «la gauche de la gauche» nous préparent une future union nationale derrière de tels pantins, comme ils l'ont fait en Grèce avec Syriza.

Les zozos comme Védrine ou Varoufakis peuvent ainsi lancer une petite vanne qui paraît parfois «radicale»... ou un embryon de critique de «la crise européenne» ou de «l'hyperpuissance américaine» – du moins à ceux qui ne sont pas très difficiles sur la qualité de la marchandise altermondialiste ou citoyenniste, pourtant fort avariée depuis le temps qu'elle est sur le marché.

Alain Finkielkraut croit, paraît-il, que Nuits debout à Paris serait «une kermesse gauchiste sous cloche, une bulle révolutionnaire» : il se goure complètement (comme d'habitude). C'est une assemblée où n'importe quel réformard bourgeois peut s'exprimer librement et faire la «promotion mondiale de son livre»... comme il l'a fait aujourd'hui sur France Culture.

Si Finkielkraut écoute cette émission, il devrait se reconnaître parfaitement dans les propos de cet ex-ministre... tout comme ceux qui l'ont chassé d'ailleurs. Varoufakis respecte la «lucidité», les connaissances et l'intelligence des chefs d'Etat bourgeois (Angela Merkel, Franklin Delano Roosevelt, François Mitterrand, Bruno Kreisky, Wolfgang Schäuble) les technocrates européens (Jacques Delors), les institutions internationales (l'étalon-or, la Banque européenne, le Marché commun qui est «une bonne construction américaine»).

Bref, c'est un centriste tendance Bayrou qui n'a aucune envie de remettre en cause le capitalisme et l'exploitation. Il veut juste réformer un petit peu l'Union européenne, la «démocratiser», comme n'importe quel politicien. Il souhaite limiter «l'hégémonie américaine» et le pouvoir des banquiers (pas celui des industriels et des capitalistes, bien sûr, seulement celui de la méchante «finance spéculative» comme si l'on pouvait les séparer les uns des autres). Il a même le culot d'affirmer que, puisque les banquiers privés n'étaient pas physiquement présents à Bretton Woods en juillet 1944, leurs desiderata n'auraient pas été pris en compte et que les gentils Etats occidentaux auraient uniquement tenu compte des intérêts des peuples qu'ils «représentaient». Quelle blague !

Et quand un journaliste lui parle de la possibilité de «refondre le système complètement», il évoque le Cambodge de Pol Pot... comme repoussoir à toute tentative radicale de remettre en cause l'Union européenne. Il ne veut surtout pas détruire les institutions étatiques, nationales ou européennes, ce dont, pour dire la vérité, je me doutais un peu avant même de l'entendre. On ne devient pas ministre des Finances d'un Etat bourgeois comme la Grèce sans avoir fourni de solides garanties à la classe dominante locale ainsi qu'à la bourgeoisie et à la technocratie internationales.

Il est intéressant aussi d'entendre ses anecdotes personnelles quand il copinaut autour d'un bon verre ou d'un repas avec les politiciens et les technocrates (qu'il feint par ailleurs de dénoncer), «pour créer un

lien personnel» dans le cadre des négociations qu'il menait. On découvre que plusieurs gestionnaires de l'UE sont d'accord avec lui ; simplement ils n'osent pas le dire pour ne pas perdre leur capital politique.

Alors tirez-en la conclusion qui s'impose : il y a eu des coups de pied au cul qui se sont bel et bien perdus sur la place de la République... En effet entre le bouffon réac qui passait pour écouter ce qui se disait et un économiste, ex-ministre bourgeois et défenseur du capitalisme, qui a pris la parole qui était le plus dangereux des deux ?

Poser la question c'est y répondre...

Y.C., 18 avril 2016

P.S. On mettra en parallèle ses propos démagos sur la Place de la République (<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2016/04/17/nuit-debout-acclame-varoufakis-chahute-gattaz-et-expulse-finkelkraut/>) avec ceux tenus à France Culture....

Les deux faces de ce bouffon de gauche sont riches d'enseignements du point de vue de l'analyse du cynisme politique de la gauche de la gauche. Et le plus fort c'est que, si l'on écoute bien ce qu'il dit, dans les deux cas il est en fait tout fier d'avoir rencontré, dans une position de pouvoir comme celle de ministre de l'Economie, des diplomates, des chefs de gouvernement ou des ministres.

Comme s'il était l'un d'eux...

Ce qu'il est effectivement...

PPS. Joyeux épilogue : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2016/04/19/25001-20160419ARTFIG00062-varoufakis-encense-macron.php>

* Dialogue

autour des «Nuits debout»

* *Suite à la publication de «Nuits debout et citoyennisme : attraction fatale», Pierre Sommermeyer, collaborateur de la revue Réfractations (recherches et expressions anarchistes), m'a fait part de son désaccord. Voici nos échanges par ordre chronologique.*

Pierre (17 avril) : Salut, à partir de ce que je vois à Strasbourg cela ne correspond pas à ce que tu décris, il y a autre chose qui est en cours là, je crois que tu généralises trop, on est loin de ce que tu appelles le citoyennisme. En renvoyant les Indignés espagnols et Occupy Wall Street aux oubliettes tu fais erreur. Soit tu as suivi de près les deux et alors nous sommes vraiment en désaccord, soit tu devrais regarder ce qui c'est passé à Oakland, ou ce qui se passe dans les cercles madrilènes, dans la Galice ou à Barcelone.

Yves (19 avril) : Le problème est que ces divers «mouvements», s'ils recouvrent des réalités très différentes, reposent quand même sur l'idée qu'il ne faut surtout pas prendre le pouvoir, et surtout ne pas s'attaquer au capitalisme (ou alors seulement au capitalisme financier) et à l'Etat. Se réunir sur des places et discuter a une vertu cathartique utile pendant un temps mais on ne peut pas faire cela pendant des mois. Ensuite il faut passer aux choses sérieuses. Avoir une stratégie, sortir du nombrilisme et de l'entre-soi.

Les Indignés espagnols ont accouché de Podemos ce qui n'est vraiment pas un cadeau. Autant les luttes autour des expulsions locatives étaient positives, autant le «débouché politique» final est lamentable. Quant aux Occupy américains qu'ont-ils donné à l'échelle nationale aux Etats-Unis ? Que je sache, rien.

Et aujourd'hui, dans un monde globalisé, privilégier l'action locale microscopique, c'est encore plus irréaliste qu'il y a un siècle. J'en sais quelque chose puisque je milite à un niveau local depuis huit ans. On s'épuise à lutter localement contre des politiques migratoires (pour ne prendre que ce problème qui est mon terrain d'action) qui sont non seulement nationales mais internationales. On sauve des individus de l'expulsion vers leur pays d'origine mais on ne change rien de fondamental ni dans les lois nationales sur le droit d'asile ou le droit au séjour, et encore moins au niveau européen. On crée des liens de solidarité temporaires, mais qui ne se cristallisent pas sur le long terme.

Le rejet de toutes les organisations et de toutes les théories du mouvement ouvrier, ou plutôt l'ignorance totale ou délibérée de toute la pensée révolutionnaire (avec toutes ses tares et limites), aboutit en fait à revenir à de vieilles idées du socialisme utopique (pour schématiser) et cela ne me semble pas vraiment intéressant ou utile. Je ne sais pas ce qui se dit à Strasbourg mais place de la République, sur la Radio Nuits debout, etc. on est à un stade bisounours infrapolitique. Ou alors dans le flingage de Hollande pour préparer un autre candidat unique de la gauche... qui ne soit pas Mélenchon... Des jeux politiques orchestrés par *Le Monde*, *Libération*, France Culture, France Inter, et dont la gauche de la gauche politicienne espère profiter...

Deux amis qui ne se connaissent pas, et n'ont pas les mêmes positions politiques, ont avancé une même hypothèse qui me semble intéressante : selon eux, les attentats de janvier et novembre ont laissé de fortes traces parmi toute une partie de la jeunesse. De puissants traumatismes. Ces Nuits debout seraient en quelque sorte la continuation des rassemblements spontanés du 7 et 8 janvier, et même de celle du 11 janvier 2015. Cette jeunesse bisounours¹ n'est pas vraiment révoltée ni contre l'exploitation,

¹ Quand j'écris «bisounours», ce n'est pas seulement une métaphore. Sur la place de la Bourse à Bruxelles, le sol est couvert de messages accompagnés de peluches où prédominent les oursons. A noter qu'à Bruxelles, il y a en ce moment, sur cette place, beaucoup plus de messages de musulmans dénonçant les attentats et les amalgames que je n'en ai vus à Paris, et aussi beaucoup plus d'affirmations «humanistes» (pour simplifier) appelant au respect (pas simplement à la «tolérance») des musulmans et à une lutte commune avec les musulmans contre Daech. J'ignore si c'est une particularité belge (le port du hijab dans l'espace public est banal et provoque beaucoup moins de réactions de rejet et d'hystérie

ni contre le capitalisme, ni contre l'Etat. Elle aimerait une société et un monde moins violent, plus accueillant, cela oui, mais guère plus. **Elle n'est pas habitée par la haine des musulmans malgré les attentats et cela au moins c'est très positif...**

En même temps elle ignore totalement le monde du travail, même si 60% des étudiants bossent... Ce qui est pour moi un grand mystère. Ne veut-elle pas se poser la question du travail, justement parce qu'elle rêve encore d'échapper aux formes les plus abrutissantes de l'exploitation ? Elle n'aime pas les politiciens, mais donne quand même la parole à Ruffin, Varoufakis, Lordon, des sociaux-chauvins notoires dont un politicien²...

Bref elle est une parfaite chair à canon pour toutes sortes de manœuvres politiciennes ou idéologiques douteuses.

Pierre (23 avril) : Je suis très embêté avec ce que tu m'écris, je cherche désespérément un point de désaccord, ce qui signifie pour moi qu'il faut aller ailleurs, prendre un autre point de vue, non pas une autre opinion mais regarder les choses d'ailleurs. Il faut retourner, inverser le propos, je pense en même temps que j'écris. C'est une façon de faire qui m'oblige à formuler ce que je ressens comme ça, en l'air!

Donc partons de Nuit debout. Est-ce que cela nous apprend quelque chose ? Par là je ne veux pas dire enseigner, juste qu'est-ce que cela nous dit sur cette société dans laquelle nous nous empêtrons?

La première chose, je crois, est que cela se passe sur des places et pas dans des usines ou d'autres lieux de travail. Traditionnellement, depuis la nuit des temps, la place est l'endroit du possible, du changement. J'étais frappé lors d'un voyage en Hongrie, que dans la partie anciennement dépendante des Ottomans, il n'y avait pas de place dans les petits villages qui n'étaient que des boyaux de chaque côté de la route. La place est un lieu de vie où l'on marche, conteste, prie, on est mobilisé militairement ou politiquement ou les deux, etc. Petit à petit, la révolution industrielle a fait de l'usine l'endroit où l'on vit. Aujourd'hui les choses ont changé en même temps que la révolution numérique. Cela est fini d'où le retour de la place comme lieu de lutte.

Cela dit déjà, je crois, que le procès de travail est sorti des seuls endroits de production. Parce que, pour bien des raisons, la production pure est devenue accessoire ou au moins secondaire dans l'accumulation du capital. Les flux monétaires, quelque forme qu'ils puissent prendre, sont la plupart du temps bien plus profitables.

L'autre raison est le repli constant dans le cadre de la mondialisation, donc de la concurrence de fait entre les prolétaires, du mouvement social organisé. La lutte, quand elle existe, vise seulement à, au mieux, améliorer ses conditions de travail, mais le plus souvent à conserver son travail.

La lutte ne fait plus rêver en tant que porteuse de l'idée – même trompeuse – de révolution. Une autre raison réside dans le niveau de vie moyen, le welfare state remplissant plutôt mal que bien son rôle, mais il le fait.

La numérisation va de pair avec une paupérisation intellectuelle malgré l'instruction qui n'a jamais été aussi générale. Sur la place on rencontre les amis qui peuvent être les mêmes que sur Facebook.

Celles et ceux qui se rencontrent là ont le même arrière-plan, le même non-dit, à savoir tout à la fois, une absence totale de confiance dans le monde syndicalo-politique au sens large ce qui englobe aussi bien les institués que les ceusses qui ne le sont pas. Ils partagent une addiction au numérique, inconsciente pour beaucoup d'entre eux, addiction qui fait aussi lien. Ils ont aussi un problème de survie économique, travail pas satisfaisant quand il y en a un, ou la possibilité d'en avoir un, ou absence de travail pour les plus jeunes et les moins qualifiés dans des spécialités marchandes, tout cela forme un lot de difficultés qui empêchent d'accéder à l'idéal de vie dans lequel ils ont été élevés, à savoir, un appart', un couple, des enfants. L'autre point important est la conscience exacerbée pour beaucoup de la question environnementale.

Les militants chevronnés que nous sommes, auréolés de tous nos échecs successifs, savent ce qu'il faut faire, mais curieusement nous ne savons pas comment leur parler, alors nous écrivons des textes, des recommandations qui reprennent de vieilles antiennes, nous parlons avec le langage du siècle dernier. Les médias dont nous faisons partie même sur les marges en tant que processus voudraient bien

qu'en France) ou à une nouvelle prise de conscience de la jeunesse après les attentats de janvier et novembre 2015.

² En fait, comme l'indique le texte de Mouvement communiste dans ce numéro et contrairement à ce que j'avais écrit, **de nombreux politiciens** sont en fait passés place de la République sans susciter la moindre réaction de rejet de la part des nuitdebutistes: Royal, Hidalgo, Bayou, Mélenchon, etc.

y retrouver leurs repères mais ça leur coule entre les doigts. C'est peut-être le premier succès de Nuit debout d'être si difficilement récupérable, introduisible, enfournable dans la bouillie qui sert de ciment. On pourrait aligner bien des «Nuits debout n'est pas...», mais on ne peut pas dire «Nuit debout est... ». Certains media ou gauchistes critiquent la parlote permanente, ce qui est toujours curieux pour des gens qui se targuent de parler juste! C'est aussi faire preuve de petite mémoire, ce qui n'est pas étonnant pour les pros de la révolution. Les luttes contre la guerre au Vietnam comme pour les libertés universitaires américaines ou le courant hippie n'auraient pu avoir lieu sans le Free Speech Movement, dans les années 1960 aux Etats-Unis.

La question que se posent les militants radicaux est de savoir si ce genre de manifestation peut amener à la Révolution. La question est la révolution. Pour ma part, je n'y crois plus pour un certain nombre de raisons dont une est la numérisation et l'autre la menace environnementale. Non pas que la Révolution ne soit pas une nécessité, elle l'est sans aucun doute, mais est-ce une possibilité ? Je ne le pense plus.

La qualité de Nuit debout, la seule, est de poser des questions, de sortir de la rentabilité, d'être gratuit enfin, au sens le plus profond du mot lui-même. Ne leur reprochons pas de ne pas réussir ce que nous avons été incapables de faire.

Yves (25 avril) : Il est assez évident que «nous» (si l'on entend par là les hommes et les femmes qui ont milité dans les cercles d'extrême gauche, ultragauches ou anarchistes dans les années 60, 70 et 80) sommes assez décontenancés par la tournure que prennent les Nuits debout.

Tu as raison de souligner que critiquer la parlote, fut-elle limitée à deux minutes, est un peu gonflé de la part d'ex «soixante-huitards» qui ont toujours su blablater pendant des heures... D'ailleurs c'est évident : dans n'importe quel débat à la télévision, tu repères tout de suite le mec (je n'arrive pas à penser à une seule femme médiatique qui ait ce type d'attitude autoritaire, à part peut-être Houria Bouteldja mais il faut dire, à sa décharge et même si je trouve ses idées néfastes, qu'elle n'a pas le choix vu l'hostilité que ses propos suscitent) qui a été formé dans les groupuscules de l'après 68 par son incapacité à écouter les autres plus de trente secondes et à monopoliser la parole. Donc OK pour le mea culpa que tu suggères.

Mais, en même temps, il me semble qu'en mai 1968, la parole (je ne parle pas des AG dans les facultés) dans les réunions spontanées de rue était à la fois plus intéressante, plus diversifiée politiquement (je n'ai jamais autant discuté avec des réactionnaires qu'en 1968) et moins formalisée. Tu collais une affiche à un coin de rue, et même si elle était écrite en langue de bois, un attroupement se créait, toutes sortes de gens discutaient avec toi, mais surtout entre eux, et tu pouvais t'éclipser et revenir trois heures plus tard, la discussion continuait. Mais bon, peut-être est-ce juste une reconstruction enjolivée des événements...

Des camarades me disent que dans certaines commissions la parole circule mieux et que les discussions sont plus intéressantes que dans le grand confessionnal indigeste à ciel ouvert des AG. Pour ma part je ne me suis rendu que deux fois à des AG et n'ai rien entendu de vraiment intéressant, mais mon expérience est trop limitée pour que j'en tire la moindre conclusion.

Ce qui me pose problème ce sont deux choses : la question des places et celle de l'idéologie dominante dans ces mêmes endroits (et dominante jusqu'à l'exclusion physique de réacs comme Finkelkraut mais pas de Lordon et Ruffin qui partagent les mêmes idées étatistes-chauvines).

Pour ce qui concerne l'idéologie dominante dans ces lieux, je ne répète pas ce que j'ai déjà dit ailleurs³. Je pense que l'article de Mouvement communiste (reproduit dans ce numéro) et le dossier de plusieurs collectifs sur Nuit debout (<http://www.lesenrages.antifa-net.fr/>) démontent l'essentiel des manipulations et ambiguïtés politiques de ce «mouvement».

Sur la question des places et de son lien avec la «Révolution», je ne vois pas les choses comme toi. Pour moi, ce sont deux questions différentes.

³ Cf. «**Idéologues et militants du social-chauvinisme**», *Ni patrie ni frontières* n° 54-55 (février 2016); «J.P. Cruse, D. Collin, C. Preve : souverainisme et xénophobie vont de pair !», *Ni patrie ni frontières* n° 42/43, juillet 2014 ; «**A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"...** en carton pâte», *Ni patrie ni frontières* n° 42/43, juillet 2014 ; «*Les Mystères de la gauche* : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa», *Ni patrie ni frontières* n° 50/51, juin 2015) ; et «Bilan provisoire des altermondialismes : Altermondialisme... ou altercapitalisme ?», *Ni patrie ni frontières* n° 38/39, avril 2012).

Je n'ai jamais assisté à la moindre révolution en France depuis cinquante ans : j'ai vu des grèves prolongées, une grève générale, des journées d'action, des occupations d'usines, des «émeutes», des combats avec les flics et les fascistes, mais pas la moindre révolution sociale visant à détruire l'Etat.

Je n'ai donc pas l'impression que «nous» (si par là on entend ceux qui prétendaient «faire la révolution» dans les années 60 et 70) ayons «échoué» comme tu l'écris, pour la bonne raison que nous ne sommes jamais trouvé, en France, du moins dans la position de vraiment abattre l'Etat et de construire une autre société. Les discours les plus radicaux de toutes les tendances n'ont jamais coïncidé avec une pratique révolutionnaire de masse. Ce n'ont été que des discours... Et le plus curieux c'est qu'ils réussissent, un demi-siècle plus tard, à apparaître pour autre chose que des discours. C'est quand même lié à l'extraordinaire prétention des militants d'extrême gauche français à se croire les dépositaires de la Révolution⁴.

La moindre grève ou émeute en France suscite une avalanche de mails de copains vivant dans différents endroits de la planète, mais ce n'est jamais réciproque quand cela se passe dans d'autres pays (je mets de côté évidemment les paradis artificiels et temporaires qu'inventent régulièrement les gauchistes, de la Yougoslavie de Tito en 1948 au Rojava actuel en passant par la Chine, Cuba, le Nicaragua ou le Venezuela).

En Europe, des pays comme l'Italie ou le Portugal sont allés beaucoup plus loin dans la direction de ce qui aurait pu être une Révolution sociale que la France, n'en déplaise à la mythologie propagée par tous les ex-«soixante-huitards» qui peuplent les médias, les agences de pub, les associations militantes autour des «sans» et la direction du... Parti socialiste ou des Verts !

Donc si je me pose des questions à propos des assemblées sur les places ce n'est pas, comme toi, par rapport à une révolution dont je n'ai jamais vu le début du commencement en France, du moins depuis que je suis né...

Mon questionnement porte plutôt sur la centralité des lieux de travail et des lieux d'habitation dans une lutte qui voudrait changer radicalement la situation, créer un véritable rapport de forces avec la classe dominante, sa police, son armée, sa justice, ses médias, etc.

Tu évoques les transformations bien réelles qui ont eu lieu dans l'économie et dans les entreprises, mais, que je sache, les produits agricoles ou industriels que nous consommons continuent à être fabriqués, conditionnés, stockés, distribués, transportés, vendus par des hommes et des femmes en chair et en os, pas par des robots. La spéculation financière est l'arbre qui cache la forêt des producteurs de richesses réelles. Si ces producteurs ne paralysent pas la production, sur leurs lieux de travail, aussi petits ou informatisés que soient ces lieux, je ne vois pas comment le moindre changement de société serait possible. A fortiori je ne vois pas comment la moindre révolution serait possible.

Si ceux qui font marcher les transports, les communications téléphoniques et informatiques, les centrales nucléaires, les radios et les télévisions, ne s'emparent pas de ces moyens de se déplacer et de communiquer, de produire de l'énergie, je ne vois pas comment ils pourraient véritablement affecter en quoi que ce soit la domination capitaliste, qu'elle soit privée ou étatique (ce qui est fondamentalement la même chose, n'en déplaise aux citoyenistes).

Et pour bloquer les entreprises, les communications, les médias, les transports, il faut évidemment créer un rapport de forces sur les lieux concrets où les exploités travaillent, pas sur des lieux excentrés, loin des usines, entreprises, dépôts, magasins, centres commerciaux, aéroports, gares, etc.

L'idéologie des places, tout comme celle des grandes messes altermondialistes des années 90, est une idéologie portée par des intellectuels et des cadres politiques qui pensent qu'effectivement toute confrontation directe avec l'Etat serait devenue impossible. Leur mot d'ordre est d'ailleurs sans aucune ambiguïté : «Changer le monde sans prendre le pouvoir». C'est un vieux mot d'ordre réformiste, adapté au XXI^e siècle, et il n'a rien de novateur ni d'imaginatif contrairement à ce qu'ils essaient de nous faire croire...

Que la confrontation physique avec l'Etat soit devenue très difficile est évident, et tu le soulignes dans ta lettre. Par contre, j'ignore si elle est vraiment devenue impossible, comme tu sembles le dire.

Mais cela ne change rien du tout pour moi.

En effet, je suis persuadé que, même si aujourd'hui la destruction de l'Etat, de la police, de l'armée, des bureaucraties et des technocraties, était devenue concrètement impossible, je me bagarrerais politiquement contre tous ceux qui profitent de cette impossibilité (supposée ou réelle) pour se construire une carrière politique, acquérir des avantages symboliques et matériels, recruter pour leur

⁴ Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 16-17 « De Mai 68 à Février-Avril 2006.

groupuscule ou leur parti réformistes, empêcher les salariés de se battre sous prétexte que la grève générale serait «dépassée», etc.

Cette démythification est indispensable : la seule question est de savoir si nous sommes capables de mener à bien ce travail sans employer de langue de bois, sans paternalisme et sans arrogance [je sais oui, c'est difficile surtout quand on atteint un certain âge comme nous :=)]. Après, c'est aux «Nuitdeboutistes» **de réfléchir par eux-mêmes et de décider de ce qu'ils veulent vraiment faire.**

Pierre (27 avril 2016): Il est toujours difficile de répondre, d'argumenter, de disputer avec quelqu'un dont on pourrait reprendre presque tous les arguments à son compte. C'est déjà ce que je disais au début de cette discussion. Donc l'intérêt de notre débat gît dans son approfondissement.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais reprendre quelques points que tu relèves ci-avant. D'abord il ne sert à rien de faire un quelconque mea culpa, Ce qui est fait est fait, et sauf crimes, ce que nous fîmes était ce que nous croyions devoir faire à l'époque et que, pour ma part, je suis encore aujourd'hui fier d'avoir fait. A propos de Mai 68 et de son contexte, tu n'enjolives rien, c'était bien comme cela que ça a fonctionné. aujourd'hui le contexte a complètement changé, voir ce que j'avance à propos de l'éducation comme d'ailleurs à propos des conditions objectives pour qu'il y ait une révolution.

L'indifférence militante par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde est hélas très répandue. J'ai souvent été le seul à écrire dans *Le Monde libertaire* sur des sujets extra européens. Je crois, en fait j'en suis sûr, que nous souffrons en France d'un complexe centraliste aigu. D'abord il n'y a que Paris, c'est le cas par exemple avec Nuit Debout, Lodon ailleurs est impensable, après il n'y a que la France. Tout ce qui peut se penser et se faire ailleurs est secondaire. Tout cela relève d'un monolinguisme particulièrement courant dans les milieux militants. Puis il y a le tropisme révolutionnaire français, puisque la Grande Révolution était française, les Français en sont les dépositaires. Cela a été tempéré par la Révolution espagnole qui, dans les milieux libertaires, est devenue le Saint Graal, au point que tout ce qui a concerné la révolution allemande a été et est toujours refoulé au fond des armoires.

La question de la confrontation avec les pouvoirs se pose malgré nous. Elle est incontournable. C'est un problème de stratégie. Que vaut une barricade contre un drone piloté à des milliers de kilomètres de là ?

Enfin le point extrêmement important du mode de production. Aujourd'hui il n'y a plus d'endroit de production de valeurs, quelle qu'elle soit, qui ne soit connecté à la «*data economy*», il n'y a donc plus d'autonomie réelle. L'idée syndicaliste révolutionnaire, qui pensait qu'à travers la mobilisation des entreprises la maîtrise du pouvoir était possible, est devenue un mythe.

Le défi pour tout mouvement révolutionnaire aujourd'hui est de trois ordres qu'il faut mener de pair au risque sinon de se voir rattraper par l'un d'eux.

Le premier est l'existence d'un conglomérat composé d'un monde financier parallèle (ce que Graeber appelle *état d'exception financière au sein d'un ordre juridico-bureaucratique mondial*⁵), d'une bureaucratie étatico-industrielle et d'un capitalisme sauvage.

Le deuxième est la numérisation générale de la société ce que Stiegler appelle la *data economy*⁶ qui, sous couvert des progrès géniaux de la médecine, enserre le monde par le biais entre autres de l'addiction généralisée aux smartphones et autres gadgets connectés, dans une toile dont il sera extrêmement difficile de se défaire ou de la maîtriser.

Enfin, il y a l'inconnue environnementale qui fait pour le moins planer le doute sur les modalités de survie de l'humanité. Face à cet ensemble, l'affrontement est inévitable, il ne se fera pas sans casse ni sans violence, je dirais même que la casse et la violence seront inévitables. Il ne faudrait pas oublier que les pouvoirs ont entre les mains des moyens d'une violence extrême qu'ils n'hésiteront pas à utiliser au cas où cela leur paraîtrait nécessaire. C'est dans ce cadre que le mouvement des places est intéressant.

La question de la place est donc, à mon avis, centrale en ce qu'elle reflète l'état de notre société euraméricaine et de ce fait pose la question de la classe. La place est de fait interclassiste. Sur la place peuvent venir tous ceux qui en ont envie sans avoir à tenir compte de leur place dans la chaîne de production. Du coup la question de savoir si c'est la classe ouvrière (celle des travailleurs, la working class, c'est quoi ?) qui a toujours la charge historique de faire la révolution se pose. Y a-t-il encore une classe ouvrière d'ailleurs ? Les pourcentages officiels partagent la société française, et cela doit être plus ou moins la même chose ailleurs, en 15 % de cadres, 25 % d'ouvriers et 28 % d'employés. Combien

⁵ *Le Monde* du 12 avril 2016.

⁶ *Télérama* n° 3459, 27/04/16.

d'entre eux sont des prolétaires ? Sans aucun doute, ils sont tous des travailleurs, une minorité d'entre eux exercent des fonctions de direction, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils exercent des fonctions d'autorité, et, en ce qui concerne les cadres, chacun sait que ce statut est souvent lié à une profession hautement spécialisée sans pour autant avoir à exercer automatiquement un rôle hiérarchique.

L'autre question que pose la place est celle de la formation ou plutôt de son absence. Le passage à une instruction publique généralisée autour des 18 ans, et souvent continuée vaille que vaille à l'Université, a coïncidé avec la disparition des endroits bénévoles de formation permanente qui existaient soit sous forme de ciné-clubs, de maisons de la culture soit d'extensions de l'activité des partis populaires comme le PC ou la SFIO de jadis. Personne ne peut imaginer la Révolution espagnole de 1936 sans la présence et l'efficacité des Ateneos (Athénées libertaires). De fait la place remplit pour partie ce rôle. Cette même génération qui se trouve sur les places est née en même temps que la numérisation de la société. Je rejoins partiellement Bernard Stiegler quand il dit «*La data economy, fondée sur la collecte des données personnelles, ne produit aucun savoir, elle le détruit, même⁷*».

La place joue une autre fonction. Là, je reprends ce que dit David Graeber à ce propos dans les colonnes du *Monde*, la place est «*un espace préfiguratif dans lequel peuvent s'inventer de nouvelles formes de démocratie directe*».

L'autre argument que tu contestes avec raison, est celui de l'éventuel échec des révolutionnaires que nous les «vieux» serions, *pour la bonne raison que nous ne sommes jamais trouvés, en France, du moins dans la position de vraiment abattre l'Etat et de construire une autre société*. Tu as tout à fait raison. Cependant j'ai moi-même longtemps cru que cela était possible comme cela était décrit dans les manuels du parfait petit révolutionnaire (*sic*). L'expérience venant, essentiellement avec 68, j'ai changé et considéré que les capacités d'ingestion du système étaient bien supérieures à tout ce que les anciens avaient pu envisager. Pourtant dans les milieux «révolutionnaires» le discours n'a pas évolué, encore et encore ceux-là s'égosillent à crier «grève générale illimitée et expropriatrice». C'est de cet échec-là dont je voulais parler.

Les questions centrales de la Révolution sont de savoir dans quelles conditions elle peut avoir lieu, avec qui et pour qui. Il faut, à mon avis, que le vieux monde s'écroule pour que quelque chose de nouveau naisse et il ne peut pas s'écrouler sans que quelque chose naisse. Nous, toi comme moi, savons bien qui dans cet écroulement va payer les pots cassés et que ceux-là n'en ont probablement pas envie. Il suffit de voir au Moyen-Orient ce qui se passe pour avoir une idée des conditions préalables à un changement. Tout le monde est au courant des événements du Rojava mais pas de ce qui se passe en Syrie sous les bombes et qui me semble bien plus prometteur. Dans le camp des partisans de la nécessité d'une révolution il y a, et ce depuis les origines, les *éducationnistes* et les *insurrectionnalistes*. Il n'y a jamais eu de révolution sans une guerre pour l'initier. J'aimerais citer Ernst Bloch.

Début 1990 je suis à Berlin. Le mur est tombé. Dans la partie orientale du métro des grandes fresques occupaient les murs des stations. Dans l'une d'elles, Alexanderplatz il y avait écrit «*Pour qui pense normalement il est incroyable que des millions d'êtres se soient laissés pendant des millénaires opprimer, exploiter, déshériter par une poignée de couches dominantes. Ce qui aurait été normal, c'est qu'une majorité immense n'eût pas supporté d'être les damnés de cette terre. En fait ce réveil (Erwachen) est particulièrement rare dans l'histoire. Pour mille guerres il n'y aura pas plus de dix révolutions tellement il est difficile de vivre debout.*» C'était signé E. Bloch, celui du *Principe Espérance*. Par les questions qu'elles posent les Nuit debout nous montrent aujourd'hui que c'est encore possible.